

**MESSAGE N° 60**  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret relatif**  
**à l'acquisition d'instruments et de matériel**  
**destinés au Conservatoire de Fribourg**

8 avril 2003

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'acquisition d'instruments et de matériel destinés au Conservatoire de Fribourg.

1. Réaménagement et extension du Conservatoire
2. Frais d'investissement à la charge du Conservatoire
3. Conclusion

## **1. RÉAMÉNAGEMENT ET EXTENSION DU CONSERVATOIRE**

### **1.1 Nécessité de procéder au réaménagement et à l'extension des bâtiments occupés par le Conservatoire**

Les bâtiments occupés par le Conservatoire à la route Louis-Braille à Granges-Paccot ont été construits en 1959. Propriété de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, le complexe est loué à l'Etat de Fribourg pour les besoins du Conservatoire depuis 1982. En juillet 1997, le Conseil d'Etat a pris acte d'un rapport conjoint du Service de la culture et du Service des bâtiments concernant les besoins en locaux du Conservatoire. Un examen de ces locaux a fait apparaître les problèmes suivants:

- Les espaces réservés aux cours de jazz, situés au sous-sol, sont quasi insalubres.
- Les locaux occupés par l'administration sont insuffisants, exigus et mal distribués.
- Plusieurs locaux de l'institution ont des surfaces notablement insuffisantes; à titre d'exemple la bibliothèque est installée dans un local de 27 m<sup>2</sup> et plusieurs studios de cours ont une surface de moins de 10 m<sup>2</sup>.
- L'accès à l'aula est totalement inadapté à une telle fonction; d'autre part, la salle de concert du Conservatoire est dans un état de vétusté avancé.

D'autre part, le rapport soumis au Conseil d'Etat en 1997 fait apparaître que l'institution souffre d'un manque important de locaux. Il faut rappeler qu'en 1982, année de son installation à la route Louis-Braille à Granges-Paccot, le Conservatoire dispensait environ 2000 heures de cours par semaine à près de 3300 élèves. Aujourd'hui, le Conservatoire dispense 3080 heures de cours par semaine à plus de 5000 élèves. Près de 40 % des cours (dont tous les cours professionnels) sont donnés à Granges-Paccot, le solde étant réparti dans les 50 points d'enseignement décentralisés. D'autre part, le Conservatoire a vu le nombre de ses locaux diminuer, notamment en raison de la démolition, il y a quelques années, d'un pavillon. Les études statistiques faites au sujet du taux d'occupation des studios du Conservatoire démontrent que le point de saturation a été largement atteint, en particulier aux heures auxquelles les utilisateurs principaux du Conservatoire, à savoir les jeunes et les enfants, sont disponibles. Pour remédier provisoirement à cette situation, la direction du Conservatoire s'est vue dans l'obligation de demander à certains de ses professeur/e/s d'enseigner à

domicile. Les études faites en 1997 font apparaître un besoin supplémentaire de locaux de l'ordre de 37 % pour permettre au Conservatoire de remplir sa mission de manière satisfaisante. Les cadres intermédiaires (doyen/ne/s et conseillers/ères artistiques) n'ont pas de local pour leurs tâches administratives ou pour des entretiens avec des professeur/e/s, des élèves ou des parents d'élèves. Enfin, il y a lieu de rappeler que le Conservatoire de Fribourg entend devenir l'un des sites de la future Haute Ecole de musique de Suisse romande. Pour être admis au sein de cette Haute Ecole, le Conservatoire devra adapter son cursus d'étude, ce qui aura pour conséquence la création de nouveaux cours individuels, collectifs et d'activités d'ensembles (musique de chambre notamment), ainsi que la mise à disposition pour les étudiant/e/s d'une bibliothèque correspondant aux standards d'une Haute Ecole.

### **1.2 Coût et calendrier des travaux**

En 1999, un groupe de travail composé de représentant/e/s de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (propriétaire des bâtiments), du Service de la culture, du Service des bâtiments et du Conservatoire (direction et association des professeurs) a été constitué en vue d'étudier un projet de réaménagement et d'extension des bâtiments de la route Louis-Braille à Granges-Paccot. Il ressort de ces études que le coût total des travaux est devisé à 12 697 000 francs qui se répartissent comme suit:

- 8 233 000 francs au titre des investissements pour les immeubles;
- 2 044 000 francs au titre des frais d'entretien des immeubles;
- 2 309 000 francs au titre des investissements à la charge du locataire (biens renouvelables).

Lors de l'examen du plan financier 2002–2006, le Conseil d'Etat a décidé de renoncer, pour des raisons financières, à acquérir les immeubles occupés par le Conservatoire à la route Louis-Braille, à Granges-Paccot. Par contre, il a retenu l'option que les travaux susmentionnés soient réalisés par le propriétaire.

Sur la base des montants susmentionnés, il y a donc lieu de prendre comme référence le montant de 8 233 000 francs pour le calcul du loyer supplémentaire, lequel sera de l'ordre de 493 981 francs par année. Ce montant correspond à celui qui a été prévu dans le plan financier 2002–2006. Compte tenu des dispositions légales régissant le financement du Conservatoire, ces frais supplémentaires de location seront répartis par moitié entre l'Etat et les communes. Une convention a été passée le 26 août 1999 entre l'Etat et la Caisse de prévoyance du personnel qui proroge notamment le contrat de bail du 1<sup>er</sup> août 1982, lequel prévoit un calcul du loyer sur la base d'un taux de rendement technique de 4,5 % net et de 6 % brut, sur une durée de 25 ans indexé à l'indice des prix à la consommation.

Les travaux débiteront dans le courant de l'année 2003. En premier lieu il sera procédé à la construction du nouveau bâtiment, lequel abritera en particulier les locaux de l'administration et certains studios, et ce durant l'assainissement et le réaménagement du bâtiment abritant ces affectations. L'ensemble des travaux sera terminé en principe pour la rentrée 2005-2006, au plus tard au printemps 2006.

La commission du Conservatoire, composée majoritairement de représentant/e/s des communes, a préavisé favorablement à l'unanimité ce projet de réaménagement et d'extension des bâtiments du Conservatoire.

## 2. FRAIS D'INVESTISSEMENT À LA CHARGE DU CONSERVATOIRE

Il y a lieu de rappeler la décision du Conseil d'Etat, lors de l'examen du plan financier 2002–2006, de confier la réalisation du réaménagement et de l'extension du Conservatoire au propriétaire des bâtiments, à savoir la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Bien que, selon la loi financière, ce type de frais d'investissement ne nécessiterait pas formellement l'adoption d'un décret, le Conseil d'Etat a cependant choisi, à titre exceptionnel, cette procédure par souci de clarté et de transparence.

Sur la base du budget révisé et indexé au 20 juillet 2002, les frais d'investissement à la charge du Conservatoire concernent l'acquisition de biens renouvelables, à savoir:

### 2.1 Instruments

La construction d'un bâtiment complémentaire va nécessiter l'acquisition d'instruments pour équiper les nouveaux studios et auditoriums. Sur la base d'une étude préalable effectuée par la direction et l'administration du Conservatoire, les investissements nécessaires en matière d'instruments sont les suivants:

Local	Enseignement	Instrument	Type	Prix (estimation) Fr.
D007	cors	Piano droit		24 000
D008	piano	Piano droit		24 000
D009 Aula	piano	Piano à queue	de concert	155 000
D009 Aula	piano	Piano à queue	de concert	155 000
D105	batterie classique	Piano droit		24 000
D105	batterie classique	Percussion classique		70 000
D106	batterie jazz	Piano droit		24 000
D107	jazz	Piano à queue		45 000
D108	batterie jazz	Piano droit		24 000
D109	jazz	Piano droit		24 000
D109	jazz	Piano droit		24 000
D110	jazz	Piano droit		24 000
D110	jazz	Piano droit		24 000
D111	jazz	Piano droit		24 000
D208				
Auditorium	piano	Piano à queue	d'étude	95 000
D305	piano	Piano droit		24 000
D306	piano	Piano droit		24 000
D307	piano	Piano droit		24 000
D308	théorie	Piano à queue		45 000
D309	théorie	Piano à queue		45 000
D310				
Auditorium	Piano	Piano à queue		95 000
		50 chaises de piano		15 000
<b>Total</b>				<b>1 032 000</b>

D'autre part le Conservatoire a fait procéder à une évaluation de son parc d'instruments par un spécialiste indépendant. Il résulte de cette étude qu'il y a lieu de procéder au remplacement de 5 pianos à queue d'étude, de 5 pianos droits et de 2 clavecins dont la remise en état a été jugée trop onéreuse, voire impossible. Le remplacement de ces anciens instruments pourrait être fait à des conditions particulièrement favorables en raison de la commande groupée qui sera effectuée à l'occasion de l'extension des bâtiments.

	<b>Fr.</b>
5 pianos à queue d'étude	160 000.–
5 pianos droits	120 000.–
2 clavecins	70 000.–
<b>Total</b>	<b>350 000.–</b>

### 2.2 Matériel

#### 2.2.1 Mobilier

CFC 901 Mobilier	390 000.–
------------------	-----------

Il s'agit du mobilier pour l'administration, la bibliothèque, les archives, comprenant les meubles en général, les tables, les chaises, les étagères et les lampadaires.

Le mobilier des studios, du foyer, de la cafétéria et de la salle de concert (aula) est financé par le propriétaire pour un montant total de 286 000 francs, lequel est compris dans le budget des investissements de 8 233 000 francs.

#### 2.2.2 Equipements informatiques et téléphoniques

CFC 800 Câblage informatique	105 000.–
------------------------------	-----------

La fibre optique reliant le bâtiment du Conservatoire au réseau de l'Etat est pris en charge par le SITel et n'est pas compris dans ce budget.

CFC 801 Equipements informatiques actifs	157 000.–
--	-----------

Les appareils informatiques actifs ne seront installés que dans le nouveau bâtiment ainsi que dans les locaux transformés dans les bâtiments existants tels que les locaux administratifs, la bibliothèque, les salles de cours et la salle de concert.

CFC 802 Centrale téléphonique	100 000.–
-------------------------------	-----------

CFC 803 Equipements multimédia	100 000.–
--------------------------------	-----------

(pour l'aula et les auditoriums)

#### 2.2.3 Déménagement

CFC 950 Installations provisoires, transitaires et déménagement	
---	--

75 000.–

<b>Total</b>	<b>927 000.–</b>
--------------	------------------

## 3. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET FINANCEMENT

Le réaménagement et l'extension des bâtiments du Conservatoire auront pour conséquences financières, d'une part une augmentation annuelle du loyer de l'ordre de 493 981 francs (répartie par moitié entre l'Etat et les communes), d'autre part les frais d'investissement (biens renouvelables) à la charge du Conservatoire, à savoir:

	<b>Fr.</b>
– instruments	1 382 000.–
– mobilier, équipements informatiques et téléphoniques, déménagement	927 000.–
<b>Total</b>	<b>2 309 000.–</b>

Ces frais d'investissement, qui font l'objet du présent décret, seront financés par le budget ordinaire de l'Etat et

répartis, en principe, sur les exercices budgétaires 2004 et 2005.

Déduction faite de la part des communes aux frais de fonctionnement du Conservatoire, la participation nette du canton aux dépenses susmentionnées s'élève donc à 1 155 000 francs. Ce montant ne dépasse pas la limite au-delà de laquelle, selon l'article 28<sup>bis</sup> de la constitution cantonale toute nouvelle dépense est soumise au référendum facultatif (¼ % du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat).

#### 4. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat est convaincu de la nécessité de procéder à un assainissement ainsi qu'à un réaménagement des bâtiments occupés par le Conservatoire à la route Louis-Braille à Granges-Paccot. Une part importante de ces travaux sera d'ailleurs prise en charge par le propriétaire au titre des frais d'entretien. D'autre part, le Conseil d'Etat considère également comme nécessaire de doter le Conservatoire de locaux supplémentaires. Il en va de la bonne marche de l'institution ainsi que de la qualité de son enseignement. En l'espace d'une quinzaine d'années, l'institution a vu le nombre de ses heures de cours notablement augmenter alors que le nombre de locaux à disposition a diminué. Enfin, la prochaine adhésion du Conservatoire à la Haute Ecole de musique de Suisse romande rend nécessaire la mise à disposition de locaux administratifs mieux adaptés, de salles communes ainsi que d'une bibliothèque correspondant aux besoins d'une Haute Ecole. Le financement de ces travaux sera assuré par le propriétaire des immeubles, mis à part les frais d'investissement des biens renouvelables qui font l'objet de ce projet de décret et que nous vous invitons dès lors à adopter.

\_\_\_\_\_

**BOTSCHAFT Nr. 60** 8. April 2003  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Dekretsentwurf über den Erwerb von Instru-**  
**menten und Material für das Konservatorium**  
**Freiburg**

Hiermit legen wir Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über den Erwerb von Instrumenten und Material für das Konservatorium Freiburg vor.

1. Um- und Ausbau des Konservatoriums
2. Investitionskosten zulasten des Konservatoriums
3. Schlussbemerkung

#### 1. UM- UND AUSBAU DES KONSERVATORIUMS

##### 1.1 Notwendigkeit des Um- und Ausbaus der vom Konservatorium benutzten Liegenschaft

Die vom Konservatorium benutzte Liegenschaft an der Route Louis-Braille in Granges-Paccot wurde 1959 erstellt. Seit 1982 vermietet die Eigentümerin der Gebäude, die Pensionskasse des Staatspersonals, die Liegenschaft dem Staat Freiburg für den Bedarf des Konservatoriums. Im Juli 1997 hat der Staatsrat den Bericht zur Kenntnis genommen, den das Amt für Kultur und das Hochbauamt über den Raumbedarf des Konservatoriums

gemeinsam erstellt haben. Aus einer Überprüfung dieser Räume geht hervor:

- Die für den Jazz-Unterricht im Untergeschoss benutzten Räume sind fast gesundheitsschädigend.
- Die Verwaltung verfügt über zuwenig Raum, ihre Räume sind klein und schlecht aufgeteilt.
- Mehrere Räume des Konservatoriums sind, wie man weiss, entschieden zu klein für ihren Zweck; zum Beispiel die Bibliothek: sie verfügt über eine Fläche von nur 27 m<sup>2</sup>; oder die Unterrichtszimmer: sie messen zum Teil weniger als 10 m<sup>2</sup>.
- Der Zugang zur Aula ist gänzlich ungeeignet für diesen Zweck; der Konzertsaal des Konservatoriums ist sehr veraltet.

Der Bericht, der dem Staatsrat 1997 vorgelegt wurde, zeigt dass die Institution unter Platzmangel leidet. Es sei daran erinnert, dass 1982, als das Konservatorium an der Route Louis-Braille in Granges-Paccot einzog, rund 2000 Stunden Unterricht pro Woche an 3300 Schülerinnen und Schüler erteilt wurden, während das Konservatorium unterdessen 3080 Unterrichtsstunden pro Woche an über 5000 Schülerinnen und Schüler erteilt. Rund 40 % des Unterrichts (darunter der gesamte Berufsunterricht) werden in Granges-Paccot erteilt, der übrige Unterricht ist auf 50 dezentrale Unterrichtsorte verteilt. Insbesondere wegen des Abbruchs eines Pavillons vor ein paar Jahren, verfügt das Konservatorium über weniger Raum als zu Beginn. Die statistischen Untersuchungen der Nutzungsziffer der Unterrichtszimmer des Konservatoriums zeigen, dass die obere Grenze bei Weitem erreicht ist. Dies betrifft insbesondere die Stunden, die von den hauptsächlich Benutzerinnen und Benutzern des Konservatoriums, Jugendlichen und Kindern, belegt werden. Wegen dieser Situation musste die Direktion des Konservatoriums die Lehrpersonen darum bitten, vorübergehend zu Hause zu unterrichten. Aus den Untersuchungen von 1997 geht hervor, dass das Konservatorium für eine befriedigende Erfüllung seiner Aufgaben 37 % mehr Raum braucht. Dem Mittelbau (Abteilungsleiter/innen und künstlerische Berater/innen) stehen für seine administrativen Aufgaben oder Gespräche mit Lehrpersonen, Schülerinnen und Schülern und Eltern keine Räumlichkeiten zur Verfügung. Schliesslich sei daran erinnert, dass das Konservatorium Freiburg einer der Standorte der geplanten Musikhochschule der Westschweiz werden möchte. Um Teil dieser Hochschule zu sein, muss das Konservatorium seine Ausbildungen anpassen, was die Schaffung neuer Einzel-, Gruppen- und Ensemble (insbesondere Kammermusik)-Kurse bedeutet, sowie dass den Studierenden eine Bibliothek zur Verfügung gestellt wird, die dem Standard einer Hochschule entspricht.

##### 1.2 Kosten und Zeitplan

1999 wurde eine Arbeitsgruppe gebildet, die sich aus Vertreterinnen und Vertretern der Pensionskasse des Staatspersonals (Eigentümerin der Liegenschaft), des Amts für Kultur, des Hochbauamts und des Konservatoriums (Direktion und Verband der Lehrpersonen) zusammensetzte und die Ausarbeitung eines Projekts für den Um- und Ausbau der Liegenschaft an der Route Louis-Braille in Granges-Paccot beauftragt wurde. In der Untersuchung der Arbeitsgruppe werden die Gesamtkosten der Arbeiten auf 12 697 000 Franken veranschlagt; dieser Betrag verteilt sich wie folgt:

- 8 233 000 Franken für die Investition in die Liegenschaft;
- 2 044 000 Franken für den Gebäudeunterhalt;
- 2 309 000 Franken für Investitionen zulasten des Mieters (erneuerbare Güter).

Bei der Überprüfung des Finanzplans 2002–2006 hat der Staatsrat aus finanziellen Gründen beschlossen, auf einen Kauf der Liegenschaft, in der das Konservatorium an der Route Louis-Braille in Granges-Paccot untergebracht ist, zu verzichten. Indes hat er für eine Realisierung der oben erwähnten Arbeiten durch die Eigentümerin optiert.

Anhand der obigen Beträge dient für die zusätzliche Miete der Betrag von 8 233 000 Franken als Grundlage. Sie beträgt somit jährlich rund 493 981 Franken. Dieser Betrag entspricht dem im Finanzplan 2002–2006 vorgesehenen Betrag. Aufgrund der Gesetzesbestimmungen über die Finanzierung des Konservatoriums werden diese zusätzlichen Kosten je hälftig zwischen Staat und Gemeinden aufgeteilt. Eine Vereinbarung, die am 26. August 1999 zwischen dem Staat und der Pensionskasse des Staatspersonals abgeschlossen wurde, verlängert insbesondere den Mietvertrag vom 1. August 1982, der eine Berechnung der Miete über eine Vertragsdauer von 25 Jahren aufgrund eines technischen Zinssatzes von 4,5 % netto und 6 % brutto, indiziert anhand des Landesindex der Konsumentenpreise, vorsieht.

Die Bauarbeiten werden im Laufe des Jahres 2003 beginnen. Zuerst wird der Neubau in Angriff genommen. Darin sind für die Dauer der Sanierung und des Umbaus der Gebäude, in denen diese Räume derzeit untergebracht sind, insbesondere die Verwaltungsräume und einige Unterrichtszimmer vorgesehen. Die Arbeiten sollten bis Anfang Schuljahr 2005/06, spätestens aber bis im Frühjahr 2006, fertig gestellt sein.

Die Kommission des Konservatoriums, die sich mehrheitlich aus Vertreterinnen und Vertretern der Gemeinden zusammensetzt, hat zu diesem Um- und Ausbauprojekt für die Konservatoriumsgebäude einstimmig günstig Stellung genommen.

## 2. INVESTITIONSKOSTEN ZULASTEN DES KONSERVATORIUMS

Es sei an den Entscheid des Staatsrates anlässlich der Überprüfung des Finanzplans 2002–2006 erinnert: die Realisierung von Um- und Ausbau des Konservatoriums wird der Eigentümerin der Liegenschaft, der Pensionskasse des Staatspersonals, überlassen. Auch wenn diese Art von Investitionskosten gemäss Finanzgesetz keine förmliche Genehmigung eines Dekrets erfordert, hat der Staatsrat, um Klarheit und Transparenz bemüht, ausnahmsweise dieses Verfahren gewählt.

Aufgrund des Voranschlags, der am 20. Juli 2002 revidiert und indiziert wurde, betrifft die Investition zulasten des Konservatoriums den Erwerb erneuerbarer Güter (Instrumente und Mobiliar).

### 2.1 Instrumente

Mit dem Neubau braucht es zusätzliche Instrumente für die Ausrüstung der neuen Unterrichtszimmer und Auditorien. Anhand einer Vorstudie der Direktion und der Verwaltung des Konservatoriums sind bei den Instrumenten die folgenden Investitionen nötig:

Zimmer	Unterricht	Instrument	Typ	Preis (Schätzung)
				<b>Fr.</b>
D007	Hörner	Klavier		24 000
D008	Klavier	Klavier		24 000
D009 Aula	Klavier	Flügel	Konzertfl.	155 000
D009 Aula	Klavier	Flügel	Konzertfl.	155 000
D105	Schlagzeug klassisch	Klavier		24 000
D105	Schlagzeug klassisch	Perkussion		70 000
D106	Schlagzeug Jazz	Klavier		24 000
D107	Jazz	Flügel		45 000
D108	Schlagzeug Jazz	Klavier		24 000
D109	Jazz	Klavier		24 000
D109	Jazz	Klavier		24 000
D110	Jazz	Klavier		24 000
D110	Jazz	Klavier		24 000
D111	Jazz	Klavier		24 000
D208				
Auditorium	Klavier	Flügel	Übungsfl.	95 000
D305	Klavier	Klavier		24 000
D306	Klavier	Klavier		24 000
D307	Klavier	Klavier		24 000
D308	Theorie	Flügel		45 000
D309	Theorie	Flügel		45 000
D310				
Auditorium	Piano	Flügel		95 000
		50 Klavierstühle		15 000
<b>Total</b>				<b>1 032 000</b>

Weiter hat das Konservatorium seinen Instrumentenpark von einem unabhängigen Experten schätzen lassen. Aus dieser Expertise geht hervor, dass 6 Flügel, 5 Übungsflügel und 2 Cembali ersetzt werden müssen, deren Reparatur als zu teuer oder gar unmöglich eingestuft wird. Die Ersetzung dieser alten Instrumente könnte aufgrund der Gruppenbestellung anlässlich des Ausbaus zu besonders günstigen Bedingungen erfolgen.

	Fr.
5 Übungsflügel	160 000.–
5 Klaviere	120 000.–
2 Cembali	70 000.–
<b>Total</b>	<b>350 000.–</b>

## 2.2 Material

### 2.2.1 Mobiliar

	Fr.
BKP 901 Mobiliar	390 000.–

Mobiliar für Verwaltung, Bibliothek, Archiv, inklusive allgemeines Mobiliar, Tische und Stühle, Gestelle und Ständerlampen.

Das Mobiliar der Unterrichtszimmer, des Foyers, der Cafeteria und des Konzertsaals (Aula) wird zu einem Gesamtbetrag von 286 000 Franken, im Investitionsbudget von 8 233 000 Franken inbegriffen, durch die Eigentümerin finanziert.

### 2.2.2 Informatik- und Telefonausrüstung

BKP 800 Informatikverkabelung	105 000.–
-------------------------------	-----------

Die Sitel-Lichtleitfaser, die das Konservatoriumsgebäude mit dem Netz des Staates verbindet, ist in diesem Voranschlag nicht inbegriffen.

BKP 801 aktive Informatikausrüstung	157 000.–
-------------------------------------	-----------

Die aktiven Informatikgeräte werden nur im Neubau, in den umgebauten Räumen, in den Verwaltungsräumen, in



der Bibliothek, in den Unterrichtszimmern und im Konzertsaal installiert.

BKP 802 Telefonzentrale	100 000.–
BKP 803 Multimediausrüstung (für die Aula und die Auditorien)	100 000.–

### 2.2.3 Umzug

BKP 950 Provisorische und Übergangsinstitutionen und Umzug

75 000.–  
**927 000.–**

**Total**

### 3. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN UND FINANZIERUNG

Die finanziellen Auswirkungen des Um- und Ausbaus der Konservatoriumsgebäude belaufen sich, was die Jahresmiete betrifft, auf 493 981 Franken (je hälftig auf Staat und Gemeinden verteilt) und in Bezug auf die Investitionskosten (erneuerbare Güter) zulasten des Konservatoriums auf:

	<b>Fr.</b>
– Instrumente	1 382 000.–
– Mobiliar, Informatik- und Telefonausrüstung, Umzug	<u>927 000.–</u>
<b>Total</b>	<b>2 309 000.–</b>

Diese Investitionskosten, die Gegenstand dieses Dekrets sind, werden mit dem ordentlichen Staatsvoranschlag finanziert und grundsätzlich auf die Voranschlagsrechnungen 2004 und 2005 verteilt.

Nach Abzug des Anteils der Gemeinden an den Betriebskosten des Konservatoriums beläuft sich die Nettobeteiligung des Kantons an den oben erwähnten Ausgaben auf 1 155 000 Franken. Dieser Betrag liegt unter der Schranke, über der gemäss Artikel 28<sup>bis</sup> der Staatsverfassung jede neue Ausgabe dem fakultativen Referendum untersteht (¼ % der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung).

### 4. SCHLUSSBEMERKUNG

Der Staatsrat ist überzeugt, dass Sanierung und Umbau der vom Konservatorium an der Route Louis-Braille in Granges-Paccot benutzten Liegenschaft nötig sind. Diese Arbeiten werden im Übrigen in Form von Unterhaltskosten zu einem grossen Teil von der Eigentümerin übernommen. Der Staatsrat ist ausserdem überzeugt, dass das Konservatorium mehr Raum braucht. Der gute Betrieb der Institution und die Qualität ihres Unterrichts hängen davon ab. Innerhalb von 15 Jahren hat die Zahl der erteilten Lektionen beachtlich zugenommen, während die Zahl der Unterrichtsräume kleiner geworden ist. Für den geplanten Beitritt des Konservatoriums zur Musikhochschule der Westschweiz müssen die Verwaltungsräume, die gemeinsamen Räume und die Bibliothek den Bedürfnissen einer Hochschule angepasst werden. Die Finanzierung dieser Arbeiten wird von der Eigentümerin der Liegenschaft übernommen, ausser den Investitionskosten der erneuerbaren Güter, die Gegenstand des Dekretsentwurfs sind. Wir laden Sie ein, diesen Dekretsentwurf zu genehmigen.

\_\_\_\_\_

## Décret

*du*

### relatif à l'acquisition d'instruments et de matériel destinés au Conservatoire de Fribourg

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 8 avril 2003;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1**

<sup>1</sup> Un crédit d'engagement de 1 155 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de l'acquisition d'instruments et de matériel destinés au Conservatoire de Fribourg.

<sup>2</sup> La part du crédit non couverte est assurée par la participation des communes à raison de 1 155 000 francs.

<sup>3</sup> L'Administration des finances est autorisée à faire l'avance de la part à la charge des communes, jusqu'à concurrence du montant indiqué à l'alinéa 2.

#### **Art. 2**

Les crédits de paiements nécessaires seront portés aux budgets financiers et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

#### **Art. 3**

Les dépenses seront réactivées au bilan de l'Etat, puis amorties sur deux exercices budgétaires.

## Dekret

*vom*

### über den Erwerb von Instrumenten und Material für das Konservatorium Freiburg

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten;  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 8. April 2003;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

<sup>1</sup> Für den Erwerb von Instrumenten und Material für das Konservatorium Freiburg wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 1 155 000 Franken eröffnet.

<sup>2</sup> Der nicht gedeckte Teil des Kredits wird mit der Beteiligung der Gemeinden in der Höhe von 1 155 000 Franken gewährleistet.

<sup>3</sup> Die Finanzverwaltung wird ermächtigt, den Anteil der Gemeinden bis zum Betrag nach Absatz 2 zu bevorschussen.

#### **Art. 2**

Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die Finanzvoranschläge aufgenommen und gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

#### **Art. 3**

Die Ausgaben werden in der Staatsbilanz reaktiviert und anschliessend auf zwei Voranschlagsjahre verteilt abgeschrieben.

**Art. 4**

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui n'a pas de portée générale et n'est pas soumis au referendum financier facultatif.

**Art. 4**

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt, das nicht allgemein verbindlich ist und nicht dem fakultativen Finanzreferendum untersteht.